



SECURITY DEFENSE

Business review

N° 168 • 28 Mars 2017

L'actu de la Menace

→ Présidentielle française, Al Qaeda et Erdogan

SDBR n'entend pas prendre parti, pour tel ou tel candidat, dans l'élection à la Présidence de la République Française qui se déroulera le 23 avril et le 7 Mai, mais l'intervention d'Al Qaeda dans cet épisode nous a interpellés. Dans le numéro 41 de sa revue de propagande Al Masra, l'organisation terroriste évoque la prise de position du candidat d'En Marche, Emmanuel Macron, lors de son déplacement récent en Algérie : « Un des principaux prétendants à la présidentielle française reconnaît [Oui nous avons commis des crimes contre l'humanité en Algérie] ». Le texte, en arabe, rapporte la polémique qui a suivi ces propos en France : « Macron a essuyé des critiques d'hommes politiques français à la suite de sa déclaration... Cette déclaration de Macron - que les sondages d'opinion placent parmi les grands favoris à la course présidentielle - est une position inédite émanant d'un homme politique français de ce niveau » (avec VA). Ce texte nous confirme que les organisations terroristes sont particulièrement attentives à ce qui se passe aujourd'hui en France. Les candidats à la magistrature suprême doivent donc avoir conscience que leurs faits, gestes et paroles sont en permanence scrutés par les ennemis de la France, qu'ils doivent donc agir en responsables de l'image de la France et de la sauvegarde de ses soldats exposés sur les théâtres extérieurs. Ce qui a été déclaré en Algérie le 15 février 2017 risque malheureusement d'être un jour utilisé contre la France...

SDBR dénonce depuis des années la dérive turque et le danger qu'il y a à tout accepter de monsieur Erdogan, qui a tout d'un dictateur. Or, nous voilà arrivés à une situation de grand péril pour les nations européennes (comme en témoignent le dernier attentat à Londres) et pour la France en particulier. Menant depuis 3 ans un chantage aux migrants et faisant accepter tout et n'importe quoi par l'Europe (mal représentée par l'Allemagne et la France), monsieur Erdogan s'est mis à traiter de nazis les Allemands puis les Hollandais (dans des diatribes qu'Hitler lui-même n'aurait d'ailleurs pas renié) et il vient de franchir encore un cran en menaçant les Européens en ces termes : «La Turquie n'est pas un pays qu'on peut bousculer, dont on peut jouer avec l'honneur, dont on peut expulser les ministres... Si vous continuez de vous comporter de cette manière, demain, aucun Européen, aucun Occidental ne pourra plus faire un pas en sécurité, avec sérénité, dans la rue, nulle part dans le monde» (AFP) ! C'est hallucinant ! Or, pendant que les plus grands dangers nous menacent, comme une dépression qui tournerait autour de la France avant de s'abattre en tornade, tout est fait pour esquiver les vrais sujets du débat présidentiel. Comment accepter que Diplomatie, Relations Internationales, Défense, Renseignement, etc. n'aient eu droit qu'à quelques pauvres minutes dans le débat du 20 mars ? Parce que certains candidats n'ont pas d'idées sur le sujet ? Ou parce que la Démocratie est en danger ? AE

SOMMAIRE

- > Interview d'Olivier Hanne, islamologue p.2
- > Dans les secteurs p.4
- > Les marchés financiers p.5
- > 3 questions à Christophe Jourdet, NTT Security p.6

AGENDA

- 27 - 30 Mars 2017 - Camp de Souge, Fra. SOFINS
- 04 - 06 Avril 2017, Singapour Milipol Asia
- 15 - 17 Mai 2017 - Dubai, EAU Airport Show
- 16 - 18 Mai 2017 - Singapour IMDEX
- 18 - 21 Mai 2017 - Lima, Pérou SITDEF

Plus d'infos

→ DEFNET 2017

La 4ème édition de l'exercice DEFNET a mobilisé 150 militaires spécialistes et 240 étudiants de l'enseignement supérieur contre toutes sortes d'actes cyber-malveillants dans des unités de l'armée de terre, de l'armée de l'air et à bord de bâtiments de la marine nationale, dans et hors hexagone.

Interview d'Olivier Hanne*

Islamologue, Chercheur-associé à l'Université d'Aix-Marseille.

◆ SDBR : Les Etats-Unis viennent d'introniser leur 45ème Président. Quel regard portez-vous sur la politique américaine des 10 dernières années au Moyen-Orient ?

Olivier Hanne : La diplomatie américaine, qui prétendait assurer la stabilité du Moyen-Orient, avorta au cours de quatre événements majeurs : la guerre du Golfe (1991), la question afghane, l'occupation de l'Irak (2003) et les Printemps arabes (2011) ; quatre faits qui ont généré la mort de près d'un demi-million d'individus et l'effondrement de quatre pays (Irak, Syrie, Yémen, Libye). On ne saurait donc exagérer en disant que le bilan est peu convaincant, d'autant que la stratégie régionale de Washington visait à faire la guerre au terrorisme pour protéger les États-Unis et ses alliés (Israël notamment), en restructurant le Moyen-Orient sur la base de la démocratie libérale. À l'origine de ce projet, qualifié de « Grand Moyen-Orient », l'enjeu pétrolier était secondaire, mais il prit une importance croissante par la suite. Malgré ses prétentions à rétablir la paix avec les pays arabo-musulmans, Barack Obama a continué d'épouser les théories du « regime change » à l'américaine, c'est-à-dire qu'il voulut faire confiance aux révoltes de 2011, puis à des suffrages universels manipulés, pour démocratiser la région. Là encore, l'échec se révéla patent : en quelques mois, le « regime change » déboucha partout sur le délitement politique et l'islamisation, ainsi en Syrie, en Libye, au Yémen. Par désir d'économie budgétaire et aveuglé par sa confiance dans ses alliés locaux, Obama laissa l'Afghanistan et l'Irak dans les mains de gouvernements décriés et retira ses troupes. Aussitôt, les deux pays implosèrent. Depuis les victoires de Daech en 2014, l'administration Obama a paru faire amende honorable en renouant avec un certain pragmatisme, notamment en acceptant de facto un partage du ciel syrien avec la Russie, ou encore en coopérant implicitement avec le régime syrien. La Russie ciblait Fatah al-Cham et sa nébuleuse, tandis que Washington s'en prenait d'abord à Daech.



Mais l'annonce le 10 décembre 2016 par John Kerry d'une qualification de crime de guerre et de crime contre l'humanité visant Bachar al-Assad bouleverse la donne. À la veille de céder le pouvoir, l'administration Obama a été reprise par les premiers axes de sa géopolitique. En accusant le régime syrien de crimes contre l'humanité, les États-Unis et la France défendent les principes onusiens, les droits de l'homme et la démocratie. Mais ils réactivent une diplomatie idéaliste déconnectée de la réalité et de la violence réciproque que mènent le régime et les rebelles, dont une majorité est jihadiste. Les crimes contre l'humanité étant imprescriptibles, John Kerry ruine toute tentative de coopération américano-russe, pousse l'Égypte et Israël dans l'orbite de Moscou, coupe l'herbe sous le pied de son successeur en janvier, et remet à après-demain l'issue de la guerre (2019 ? 2020 ?). En refusant de choisir un camp et de le soutenir, les États-Unis prolongent la guerre. Le bilan de l'action américaine depuis 1991 est donc un fiasco complet et ruine toute la crédibilité de la puissance pour de nombreuses années, désormais concurrencée par la Russie.

◆ Quelles actions positives et négatives la France a-t-elle eues au Moyen-Orient depuis 10 ans ?

En prenant le pouvoir en 2007, Nicolas Sarkozy bénéficiait de la popularité record – mais pas toujours méritée – de Jacques Chirac au Moyen-Orient. Souvent raillé par ses opposants, Sarkozy manifesta pourtant jusqu'aux Printemps arabes un grand sens politique dans la région, ainsi lorsqu'il lança l'Union pour la Méditerranée, noua de nombreux accords sur les migrations africaines, ou encore en réintégrant la Libye dans le concert des nations. Malgré un bon bilan international au Sahel et en Afrique du Nord, il fut incapable d'agir avec sérénité et hauteur de vue dès que les premières révoltes commencèrent dans le monde arabe en 2011. Il commença par confirmer son soutien à Ben Ali en Tunisie, avant de se dédire, puis de déclencher en mars 2011 les opérations militaires contre le colonel Kadhafi en Libye, prélude à l'effondrement du pays, lui qui avait été à l'origine du retour en grâce diplomatique du dictateur. Face à une situation complexe et inédite, Nicolas Sarkozy réagit comme savent le faire les Français : en suivant ses utopies et en voulant tordre la réalité.

La présidence de François Hollande fut parcourue par les mêmes contradictions. Au Moyen-Orient, la diplomatie de Laurent Fabius voulut être celle du panache et de la morale, mais déboucha sur la posture et l'inefficacité. C'est au nom de ces principes qu'il s'opposa à toute concession envers Bachar al-Assad, alors que les États-Unis négociaient déjà en 2015. Il fut l'un des artisans de la ligne dure contre Téhéran, au moment où le régime, en raison de son action militaire contre Daech, parvenait à faire lever les sanctions et à apaiser les inquiétudes américaines sur la puissance iranienne.

* Olivier Hanne est agrégé et docteur en Histoire. Les analyses qu'il propose ici sont développées dans deux ouvrages : "L'État islamique, anatomie du nouveau califat", Éditions Giovanangeli, 2015 (co-écrit avec Thomas Flichy) ; "Les Seuils du Moyen-Orient, histoire des frontières et des territoires", Éditions Le Rocher, 2017.

Suite de l'interview

L'opiniâtreté anti-Bachar a coûté à la France sa place dans la région, puisqu'elle a été dépassée par le dynamisme russe et le pragmatisme américain. En fermant son ambassade à Damas et en refusant toute négociation, même parallèle, Paris s'est privé de tout levier semi-officiel en Syrie et a dû se rabattre sur les groupes rebelles qui, dès 2012, étaient tous pénétrés par l'idéologie djihadiste. La France est allée jusqu'au bout de sa logique mais, depuis la fin des blocs, les principes ne suffisent plus à déterminer le camp du Bien et le Moyen-Orient est trop complexe pour supporter le manichéisme.

◆ Revenons sur l'Union pour la Méditerranée lancée par le Président Sarkozy. N'est-ce pas une coquille vide aujourd'hui ? Que pourrait-on en attendre ?

L'idée était, à l'origine, excellente et porteuse d'une vision typiquement française de la Méditerranée et de la coopération internationale. Mais le projet a été dénaturé dès le départ par l'exigence de l'Allemagne que l'Union européenne soit directement associée à l'UPM, si bien que, même si cet ensemble avait débouché sur quelque chose de concret, l'Allemagne en aurait tiré plus de bénéfices que la France. Quoi qu'il en soit, l'effondrement de la Syrie et de la Libye, la crise des réfugiés et la géopolitique audacieuse de la Turquie paralysent tout redémarrage de cet ensemble, et même le rendent dangereux pour l'Europe.

◆ Que doit faire la France pour protéger sa frontière sud ?

Il n'y a plus de frontière localisée, bornée au sud, aux Alpes ou aux Pyrénées, c'est-à-dire que des groupes de réfugiés qui veulent entrer en France peuvent contourner les surveillances douanières et policières à Vintimille, remonter en quelques heures vers les Hautes-Alpes, puis la Savoie et repasser par le Jura. Les revenants du djihadisme circulent à loisir avec leur passeport français et se jouent des frontières. Les terroristes étrangers font de même, malgré l'absence de visas officiels, comme le montre le responsable de l'attentat du marché de Noël de Berlin. Protéger la « frontière sud » n'a donc pas de sens, puisque c'est l'ensemble des circulations européennes qui échappe à tout contrôle rigoureux et efficace. Cela signifie qu'une surveillance des frontières doit passer par une Europe du renseignement et de la sécurité, par une reprise en main par les gouvernements nationaux du contrôle de leur territoire, et par un durcissement juridique des sanctions. Le problème n'est pas matériel et financier, mais juridique et mental : la population française est-elle prête à accepter que sa sécurité passe par des restrictions de circulation internationale et par des changements dans sa législation à l'égard des étrangers en situation irrégulière ?

◆ Pensez-vous, comme Houellebecq et d'autres penseurs, que la France vit un grand remplacement de population et qu'elle sera islamique dans quelques années ?

Si la France devient un jour islamique, c'est d'abord parce que sa population aura massivement adhéré à la religion musulmane. Une société islamique au sens propre se constitue lorsque les réflexes quotidiens, législatifs et familiaux sont imprégnés par le Coran et la Sunna. Une telle transformation n'est possible que s'il y a une demande explicite et régulière de la part de l'opinion publique. Or, on n'imagine pas comment, tant que les Français ne sont pas musulmans au moins à 30 ou 40% de la population, on pourrait voir le droit évoluer au point que les critères légaux de l'islam soient adoptés comme une norme qui s'imposerait. Du côté du droit proprement dit, l'évolution est encore lointaine. En revanche, les habitus culturels peuvent changer à mesure que la société se convertit. Or, là non plus, on ne repère pas un mouvement massif de conversions à l'islam. En cas de migrations prolongées, la proportion d'étrangers musulmans peut passer de 8% à 15%, mais ce serait déjà énorme et prouverait que des transformations considérables dans l'ordre du monde sont en cours, au-delà même de la France. Le plus probable est que se confirment d'année en année les regroupements géographiques repérés depuis les années 1970 et que des territoires soient globalement habités d'une large majorité de musulmans qui, nécessairement, demanderont ou feront en sorte que les règles propres au droit islamique s'appliquent, parallèlement et en concurrence au droit de la République. Mais cet état de fait est ou sera d'abord le résultat de l'abandon de ces territoires par la République elle-même, avant d'être la conséquence d'un plan de conquête et d'islamisation pensé et orchestré. On peut imaginer dans le pire des cas une France en "peau de panthère", où des zones échapperaient à la loi courante pour obéir à un autre système de références culturelles et légales. Mais là encore, ce serait d'abord le fruit d'un abandon.

Interview réalisée par Alain Establier

Dans les secteurs

→ MBDA : 4ème année consécutive de ventes soutenues

La conjoncture internationale et l'engagement des troupes françaises et britanniques sur des théâtres extérieurs sont de nature à favoriser la bonne performance du missilier européen. Avec 4.7 milliards d'euros de prises de commandes en 2016 (hors 2 commandes du Qatar en cours de montage financier), MBDA réussit, comme en 2015, une excellente année. Sur trois ans, les prises de commandes s'établissent à une moyenne de 4.66 milliards, ce qui permet d'afficher un encours de commandes de 15.9 milliards d'euros, soit plus de cinq ans de chiffre d'affaires. Plus de 27% des commandes 2016 ont été passées par le gouvernement français et 68% des commandes ont été prises sur les pays domestiques de MBDA (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Espagne), l'export hors pays domestiques représentant 1.5 milliards de commandes (31.9%). A noter une année exceptionnelle de prises de commandes auprès du gouvernement britannique. Parmi les faits marquants de l'année 2016 nous avons retenu :

- en mai 2016, le MoD britannique a signé avec le groupe MBDA un contrat pour débiter la phase de développement du missile de frappe ciblée air-sol SPEAR.
- En juin 2016, la France et l'Italie ont choisi de développer ensemble l'Aster 30 Block 1NT et de moderniser les capacités du système SAMP/T, en particulier contre les missiles balistiques (la participation de l'Italie au programme a été notifiée en décembre).
- Le décret du 18 novembre 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, concernant les 8 centres d'excellence mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles, sera de nature à favoriser les échanges entre les deux pays et concernera les personnels, les produits et les techniques.
- L'Allemagne a rejoint début 2017 le périmètre intégré de MBDA (France, Grande-Bretagne et Italie), pour être en accord avec le Livre Blanc de la Défense allemand qui a exprimé une volonté d'intégrer son potentiel industriel au potentiel européen de Défense.
- Les missiles MBDA vont équiper les 36 avions Rafale achetés par l'Inde et MBDA continue de travailler avec le consortium Rafale International à la concrétisation d'autres commandes indiennes...

En termes de perspective, MBDA souhaite augmenter ses cadences de conception, de production et de livraison de ses produits pour atteindre, à l'horizon 2020, un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards d'euros, soit une progression de 30%. Cet effort sera possible grâce à une bonne coordination avec sa chaîne de fournisseurs et grâce à l'embauche de 1000 nouveaux collaborateurs (dont 500 en France) comme en 2016. Rappelons que le groupe MBDA, présidé par Antoine Bouvier, est codétenu par Airbus Group (37,5%), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %). www.mbda-systems.com

→ ROOMn 2017 : un succès et le plein de soleil...

Les aiguilleurs du ciel, spécialistes de la grève sans risques, n'ont pas réussi à empêcher les 700 participants à l'édition 2017 de ROOMn de venir à Monaco profiter de trois jours de soleil bienvenus. Les 60 partenaires avaient embelli leurs stands ce qui prouve que ce 5ème salon de « la rencontre d'affaires Mobilité et Digital » a atteint la maturité. Un « datackathon » a opposé cinq écoles (par équipe de 4) pendant deux jours, avec la mission de travailler à la résolution de deux problèmes sur des données industrielles des partenaires EDF et SUEZ. C'est « La Team Centrale Supelec » qui a remporté l'épreuve et ses membres auront le privilège d'assister en VIP au prochain Grand Prix de Formule1 de Monaco ! Autre lauréat, la start-up ERMEO (www.ermeo.com) qui a remporté le « Digital Challenge 2017 » ! La start-up est partie d'un constat simple : la documentation technique en papier est peu pratique, voire indisponible, pour les techniciens au contact de l'équipement industriel. Pour faciliter leur travail sur le terrain, Ermeo a créé une documentation augmentée interactive, collaborative et connectée en agrégeant les données du SI existant. Au final, toutes les informations nécessaires sont directement accessibles sur mobile ou sur tablette. Exemples : Total a digitalisé avec Ermeo la ronde-opérateur d'une de ses barges pétrolières en Angola ; la SNCF teste Ermeo pour digitaliser la maintenance des équipements (Siemens ou Thales) de ses centres d'aiguillage.

40% des 340M de téléphones utilisés en entreprise en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest sont des appareils personnels d'après Gartner, et 150M relève du BYOD souvent évoqué dans ces colonnes. La start-up APPALOOSA.IO (www.appaloosa-store.com) a voulu répondre à la difficulté de concilier la qualité de l'expérience utilisateur grand public avec la nécessaire sécurité pour l'entreprise et ses applications propres. Appaloosa met son service SaaS à disposition de ses clients pour tester des applications mobiles avant leur publication sur les stores publics et distribuer des applications internes vers les collaborateurs et partenaires (avec sa solution d'app. store d'entreprise). Déjà La Poste, Leroy Merlin, EDF ou AXA lui font confiance.

Les marchés financiers

L'évolution du prix du pétrole reste l'une des données les plus importantes pour les marchés financiers. En baissant de plus de 10% (sur le Nymex) depuis début mars, le prix du baril est au plus bas depuis l'accord de réduction de production du 30/11. Et cela alors même que l'OPEP et les autres producteurs ayant adhéré à l'accord (notamment la Russie) paraissent tenir leurs engagements. Les principales explications de ce qui est un revers pour beaucoup de prévisionnistes viennent de doutes sur le renouvellement de l'accord au-delà du 30 juin et surtout d'une augmentation plus rapide que prévue de la production de pétrole de schiste, la hausse du prix du baril ayant entraîné la multiplication des ouvertures de puits. Les scénarios de hausse à 60\$ paraissent donc s'éloigner, mais il est probable que l'Arabie Saoudite, soucieuse de ses finances publiques et de la réussite de l'introduction en bourse d'Aramco en 2018, ne tolèrera pas un retour durable en-dessous de 45\$. Pour l'économie européenne, c'est plutôt une bonne nouvelle : le mix Euro-taux-pétrole reste très favorable, mais c'est plus incertain pour les bourses (valorisation des pétrolières, pas de recyclage des pétrodollars).

Les Leaders du secteur Security & Defense

Nom	Pays	Cours au 31/12/16	Cours au 10/03/17	Cours au 23/03/17	▲ / ▼	Depuis le 01/01/16	Nom	Pays	Cours au 31/12/16	Cours au 10/03/17	Cours au 23/03/17	▲ / ▼	Depuis le 01/01/16
Rheinmetall	DE	63,9	73,74	71,53	▼	12%	Volvo Corp.	SW	106,4	124,4	129,8	▲	22%
Siemens	DE	116,80	124,05	122,05	▼	4%	Babcock Int Group	UK	953	894	916,5	▲	-4%
ThyssenKrupp	DE	22,64	22,75	22,7	▼	0%	Bae Systems	UK	591,5	642,44	646,5	▲	9%
Nokia Corp.	FIN	4,59	4,97	4,93	▲	7%	Qinetiq Group	UK	262,8	279,1	281	▲	7%
Airbus Group	FR	62,84	70,6	68,97	▼	10%	Ultra Electronics	UK	1941	2186	2109	▼	9%
Atos	FR	100,25	112,15	110,85	▼	11%	Boeing	US	155,68	180,57	176,98	▼	14%
Dassault Aviation	FR	1061,6	1128,5	1141	▲	7%	Cisco Systems	US	30,22	34,07	34,1	▲	13%
Safran	FR	68,42	69,09	69,03	▼	1%	Elbit Systems	US	101,89	119,33	116,25	▼	14%
Thales	FR	92,13	89,61	88,92	▼	-3%	General Dynamics	US	172,66	190,34	189,6	▼	10%
CNHI / ex Fiat Industrial	IT	8,27	9,15	8,88	▼	7%	Honeywell International	US	115,85	126,19	125,5	▼	8%
Finmeccanica Leonardo	IT	13,34	13,14	13,12	▼	-2%	Johnson Controls (Tyco)	US	41,19	40,82	41,81	▲	2%
Hitachi Ltd	JP	632	630	614	▼	-3%	Kratos	US	7,4	7,15	7,9	▲	7%
Mitsubishi Electric	JP	1629	1696	1638	▼	1%	L3 Communications	US	152,11	169,81	169,12	▼	11%
Panasonic	JP	1189	1284	1200	▼	1%	LEIDOS / ex SAIC	US	51,14	52,93	52,87	▼	3%
Sony	JP	3275	3661	3540	▼	8%	Lockheed Martin	US	249,94	268,68	269,42	▲	8%
Assa Abloy	SW	169,1	172,9	178,7	▲	6%	Northrop Grumman	US	232,58	244,12	241,14	▼	4%
Axis AB	SW	340,6	341,8	347,9	▲	2%	Raytheon	US	142	154,13	154,29	▲	9%
Saab Group	SW	340,5	360,2	370,5	▲	9%	United Technologies	US	109,62	111,93	111,93	▲	2%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

BAE SYSTEMS

Flottant : 3 160 000 actions soit 99.37 % du total des actions

Cours au 31/12/2016 : 591.50 GBP

Cours au 10/03/2017 : 642.44 GBP

Cours au 23/03/2017 : 646.40 GBP

Variation par rapport au 01/01/2017 : + 9 %

Dividende 2016 : 21.30 GBP soit un rendement de 3.60 %

Actualités : «2016 a été une bonne année pour BAE Systems. Notre stratégie est bien définie. Nous avons un carnet de commandes important, des postes de programme à long terme, une bonne exécution du programme et un portefeuille bien équilibré. Avec une perspective améliorée pour les budgets de défense dans un certain nombre de nos marchés, nous sommes bien placés pour continuer à générer des rendements intéressants pour les actionnaires» a déclaré Ian King, le directeur général.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
4 Rue du Calvaire, 92210 Saint-Cloud, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 970 € HT (TVA 20%: 1 164 € TTC)
- Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 20% 720 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 11 Avril 2017**

3 questions à Christophe Jourdet

Responsable France de NTT Security

→ SDBR : Parlez-nous de NTT Security*...

Christophe Jourdet : NTT est un groupe de Télécoms de 225.000 personnes dans le monde et de presque 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Au départ, NTT était avant tout un opérateur de Télécom qui s'est ensuite diversifié dans les réseaux, la communication unifiée et la sécurité, au travers d'un certain nombre de filiales : Dimension Data, Solutionary, NTT Communications, NTT Data, NTT Security, pour les plus connues. Le groupe a mis en commun sa stratégie, développée au départ en Asie, et arrive à voir passer dans ses « tuyaux » 40% des IP produits dans le monde... Lorsque vous envoyez un mail quelque part, il y a donc une grande chance qu'il passe par un tuyau fourni par NTT. Tout ce flux nous permet de récupérer des menaces existantes, de pouvoir en faire une synthèse mondiale et de prendre des mesures pour aider les entreprises à se prémunir contre les attaques. Au sein de ce groupe mondial, je représente en France NTT Security, filiale qui ne fait que de la sécurité. Nous travaillons sur tous les pans de l'information : de l'identification de l'utilisateur à la gestion à distance dans le Cloud (services managés) en passant par le pen-testing, etc. Depuis 2017, toute la force de vente de NTT Security a basculé dans les filiales du groupe pour que nous devenions transverses aux problématiques de sécurité rencontrées par toutes les filiales du groupe, que ce soit pour elles ou pour leurs clients. L'objectif est que NTT Security devienne un des trois premiers acteurs mondiaux des services de sécurité à l'horizon 2020 (date des JO de Tokyo). Nous sommes capables d'accompagner les entreprises n'importe où dans le monde avec le même niveau de service.



→ Est-ce un atout d'être un groupe japonais ?

D'une façon générale, les groupes japonais ont bonne presse dans le monde, car le Japon est un pays relativement neutre, qui ne s'expose pas, avec un culte du sérieux, de la rigueur et du respect des règles. Evidemment, le Japon a une influence certaine en Asie Pacifique. Sur le marché français, l'ANSSI a valorisé les produits français, mais les produits japonais n'entraînent pas la même défiance que les produits américains et nous sommes bien perçus, même si nous manquons encore d'exposition. En Europe, le rachat il y a 15 ans de la société allemande Integralis nous a permis de couvrir les métiers de la banque, de l'assurance et de la santé. Aujourd'hui tous les secteurs sont attaqués, donc notre segmentation se fait par secteur d'activité et nous sommes progressivement entrés sur les grands comptes du SBF120. Nos relais commerciaux sont les éditeurs et les filiales du groupe NTT. NTT Security compte près de 700 collaborateurs en Europe.

→ Quel est votre objectif en France ?

Nous sommes en recrutement pour étoffer notre équipe de consultants en France sur 2017. Nous avons d'ailleurs engendré une croissance de plus de 20% de nos effectifs sur les 4 derniers mois. Notre base Europe est en Allemagne, qui est notre plus gros marché historiquement, le Royaume-Uni étant le deuxième marché et la France le troisième. Nous participons au FIC et aux Assises de la Sécurité et des SI chaque année pour gagner en visibilité, trouver des acteurs publics pour attaquer de nouveaux marchés et pour rencontrer nos partenaires.

Interview réalisée par Alain Establier

* www.nttsecurity.com

Analyses et décryptages. Retrouvez tous les quinze jours l'actualité de la défense, de l'aéronautique et de l'espace dans La Lettre AeroDefenseNews. Renseignements aerodefenseneeds@gmail.com ou 09.67.18.60.08.